

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1377^{ème} réunion (DH)

Au vu des circonstances extraordinaires liées à la pandémie du COVID-19, les Délégués ont décidé de réorganiser leur 1377^e réunion DH. Cette réunion sera divisée en deux parties : certaines affaires inscrites seront examinées le 4 juin dans le cadre d'une procédure écrite et les autres affaires seront examinées lors d'une réunion « physique » les 1-3 septembre (1377bis).

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION
ALBANIE	<i>Luli et autres</i> (groupe)	Lien	01/07/2014	Durée excessive des procédures civiles et pénales et absence de recours à cet égard.	Lien
ARMÉNIE	<i>Mushegh Saghatelyan</i> (groupe)	Lien	20/12/2018	Mauvais traitements par la police et absence d'enquête officielle ; arrestation et détention illégales ; dispersion disproportionnée et injustifiée des manifestations.	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Ilgar Mammadov</i> (groupe)	Lien	13/10/2014	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour avoir critiqué le gouvernement (<i>Ilgar Mammadov</i>) ou pour leurs activités dans le domaine des droits de l'homme (<i>Rasul Jafarov, Aliyev</i>) ou de l'observation électorale (<i>Mammadli</i>) ou pour leur engagement politique et social actif (<i>Rashad Hasanov et autres</i>), en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5. Violations du droit à un procès équitable (<i>Ilgar Mammadov n° 2</i>)	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mouradova</i> (groupe) <i>Mammadov (Jalaloglu)</i> (groupe) <i>Mikayil Mammadov</i> (groupe)	Lien Lien Lien	02/07/2009 11/04/2007 17/03/2010	Usage excessif de la force par les forces de sécurité et défaut d'enquête effective.	Lien
BELGIQUE	<i>Bell</i>	Lien	06/04/2009	Durée excessive des procédures civiles et pénales.	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Kunić et autres</i> (groupe)	Lien	14/02/2018	Non-exécution de jugements définitifs ordonnant le paiement de prestations liées au travail.	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien
BULGARIE	<i>Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres</i> (groupe)	Lien	19/04/2006	Refus injustifié d'enregistrer une association tendant à « la reconnaissance de la minorité macédonienne en Bulgarie ».	Lien
BULGARIE	<i>S.Z.</i> <i>Kolevi</i>	Lien Lien	03/06/2015 05/02/2010	Problème systémique d'ineffectivité des enquêtes pénales en Bulgarie au regard de dysfonctionnements qui affectent à la fois les enquêtes contre des individus privés et celles contre des forces de l'ordre et absence de garantie d'indépendance d'une enquête pénale contre le Procureur Général.	Lien
CROATIE	<i>Šečić</i>	Lien	31/08/2007	Manquement à l'obligation de conduire une enquête effective sur une attaque raciste perpétrée sur une personne d'origine rom¹.	Lien
CHYPRE	<i>M.A.</i> (groupe)	Lien	23/10/2013	Absence de recours avec effet suspensif dans les procédures d'éloignement et absence de contrôle à bref délai de la légalité de la détention.	Lien
GRÈCE	<i>Bekir-Ousta et autres</i> (groupe)	Lien	11/01/2008	Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer des associations.	Lien
GRÈCE	<i>Chowdury et autres</i>	Lien	30/06/2017	Réponse inadéquate à la traite des êtres humains due à l'exploitation de la vulnérabilité de travailleurs migrants non autorisés.	Lien

¹ Les termes « Roms et Gens du voyage » utilisés au Conseil de l'Europe englobent la grande diversité des groupes concernés par les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine : d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudars ; b) les Égyptiens des Balkans (Égyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abdal) ; d'autre part, les groupes tels que les Travellers, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes. Ceci est une note de bas de page explicative, et non pas une définition des Roms et/ou des Gens du voyage.

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1377^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION
HONGRIE	<i>Gazsó</i> (groupe)	Lien	16/10/2015	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif à cet égard.	Lien
HONGRIE	<i>Gubasci</i> (groupe)	Lien	28/09/2011	Traitements inhumains ou dégradants par des policiers et/ou absence d'enquête effective à cet égard.	Lien
HONGRIE	<i>Varga et autres István Gábor Kovács</i> (groupe)	Lien	10/06/2015	Surpopulation carcérale et mauvaises conditions de détention , absence de recours effectif à cet égard et autres déficiences dans la protection des droits des détenus.	Lien
		Lien	28/04/2012		
ITALIE	<i>M.C. et autres</i>	Lien	03/12/2013	Intervention législative qui a privé les requérants, de façon rétroactive et discriminatoire, de la réévaluation annuelle de la partie complémentaire d'une indemnité qui leur est versée pour avoir été accidentellement contaminés par différents virus à la suite de transfusions sanguines ou de l'administration de produits dérivés du sang.	Lien
ITALIE	<i>Nasr et Ghali</i>	Lien	23/05/2016	Opération de « remise extraordinaire ».	Lien
ITALIE	<i>Talpis</i>	Lien	18/09/2017	Manquement à l'obligation d'évaluer le risque d'atteinte à la vie engendré par des violences domestiques et d'y répondre de manière adéquate.	Lien
LITUANIE	<i>Paksas</i>	Lien	06/01/2011	Caractère permanent et irréversible de l'inéligibilité du requérant aux élections parlementaires , suite à une procédure de destitution de son mandat de Président.	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>I.D.</i> (groupe)	Lien	11/04/2011	Mauvaises conditions de détention dans des établissements sous l'autorité des ministères de l'Intérieur et de la Justice, y compris défaut d'accès à des soins médicaux appropriés ; absence de recours effectif.	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Sarban</i> (groupe)	Lien	04/01/2006	Diverses violations principalement liées à la détention provisoire.	Lien
MACÉDOINE DU NORD	<i>Archidiocèse orthodoxe d'Ohrid (Archidiocèse orthodoxe grec d'Ohrid du Patriarcat de Peć)</i> (groupe)	Lien	09/04/2018	Violations du droit à la liberté d'association en raison du refus des autorités d'enregistrer les associations requérantes en tant qu'entités religieuses.	Lien
POLOGNE	<i>Bqk Majewski</i> (groupe) <i>Rutkowski et autres Jan Załuska, Marianna Rogalska</i> et 398 autres requêtes	Lien	16/04/2007	Durée excessive des procédures civiles et pénales et dysfonctionnements du recours interne.	Lien
			11/01/2006		
			07/10/2015		
			20/06/2017		
POLOGNE	<i>Beller</i> (groupe)	Lien	06/06/2005	Durée excessive des procédures devant les juridictions administratives.	Lien
ROUMANIE	<i>E.B.</i>	Lien	19/03/2019	Défaut d'enquêtes et de procédures pénales effectives au sujet d'allégations de viol : importance excessive accordée à l'absence de preuves de résistance physique de la part des victimes et déficiences dans la protection de leurs droits.	Lien
ROUMANIE	<i>M.G.C.</i> (groupe)	Lien	15/06/2016	Défaut d'enquêtes et de procédures pénales effectives et adaptées aux enfants sur des allégations de viol dans un contexte marqué par l'absence de pratique uniforme et cohérente des juridictions nationales sur la question du consentement des victimes pour différencier les cas de viol des infractions d'atteinte sexuelle sur mineur.	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1377^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION
ROUMANIE	<i>Parascineti</i>	Lien	13/06/2012	Questions liées aux conditions de vie et aux traitements des patients détenus dans des hôpitaux psychiatriques, et à la procédure et aux garanties des placements psychiatriques d'office.	Lien
	<i>Cristian Teodorescu</i> (groupe)	Lien	19/09/2012		Lien
ROUMANIE	<i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres</i>	Lien	29/03/2018	Non-exécution de décisions de justice ou de sentences arbitrales enjoignant à des sociétés contrôlées par l'État à payer diverses sommes aux sociétés requérantes.	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i>	Lien	19/10/2012	Violation du droit à l'instruction des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I) c. Fédération de Russie</i>	Lien	14/09/2009	Diverses violations liées à l'arrestation, la détention et l'expulsion collective de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Khashiev et Akaieva</i> (groupe)	Lien	06/07/2005	Actions des forces de sécurité, principalement en République tchétchène (recherche des personnes portées disparues dans les affaires concernant les événements qui ont eu lieu entre 1999 et 2006).	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Klyakhin</i> (groupe) (Affaires <i>Pichugin</i>)	Lien	17/07/2014	Divers problèmes concernant la détention provisoire.	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Lashmankin et autres</i> (groupe)	Lien	29/05/2017	Diverses violations liées principalement au droit de rassemblement pacifique (réactions aux notifications de rassemblements planifiés, réactions aux rassemblements pacifiques, détention illégale).	Lien
	<i>Navalnyy</i>	Lien	15/11/2018		Lien
SERBIE	<i>Ališić et autres</i>	Lien	16/07/2014	Impossibilité de retirer les « anciens » fonds d'épargne en devises déposés auprès de succursales en Bosnie-Herzégovine de banques constituées respectivement en Serbie et en Slovénie.	Lien
SERBIE	<i>R. Kačapor et autres</i> (groupe)	Lien	07/07/2008	Non-exécution des décisions judiciaires et administratives définitives , y compris à l'encontre « d'entreprises appartenant à la collectivité ».	Lien
SLOVÉNIE	<i>Mandič et Jović</i>	Lien	20/01/2012	Absence de recours effectif compensatoire pour les mauvaises conditions de détention.	Lien
TURQUIE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien	10/05/2001	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.	Lien
		Lien (satisfaction équitable)	12/05/2014		
TURQUIE	<i>Mergen et autres</i> (groupe) <i>Kavala</i> ²	Lien	31/08/2016	Privation de liberté arbitraire des requérants soupçonnés d'appartenance à une organisation criminelle , sans élément de preuve concernant l'existence d'un lien entre les requérants eux-mêmes et l'organisation criminelle.	Lien
		Lien	11/05/2020		Lien
TURQUIE	<i>Taşkın et autres</i> (groupe)	Lien	30/03/2005	Non-respect des décisions de justice nationales concernant l'annulation du permis d'exploitation d'une mine d'or et la fermeture de centrales thermiques pour des raisons environnementales.	Lien
TURQUIE	<i>Ülke</i> (groupe)	Lien	24/04/2006	Condamnations répétées et poursuites pour avoir refusé d'effectuer le service militaire en raison de leurs croyances religieuses ou de leurs convictions en tant que pacifistes et objecteurs de conscience.	Lien
UKRAINE	<i>Fedorchenko et Lozenko</i> (groupe)	Lien	20/12/2012	Absence d'enquête effective sur des actes violents à l'encontre de personnes d'origine Roms et défaut d'enquête sur d'éventuels motifs racistes.	Lien

² Il est proposé que lors de cette réunion le Comité discute à la fois de la classification et des mesures individuelles requises.

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1377^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION
UKRAINE	<i>Kaverzin</i> <i>Afanasyev</i> (groupe) <i>Belousov</i>	Lien Lien Lien	15/08/2012 05/07/2005 07/02/2014	Mauvais traitements / torture par la police et absence d'enquête effective.	Lien
UKRAINE	<i>Tymoshenko</i> <i>Lutsenko</i>	Lien Lien	30/07/2013 19/11/2012	Restrictions à la liberté également pour des raisons autres que celles autorisées par l'article 5.	Lien Lien
ROYAUME-UNI	<i>McKerr</i> (groupe)	Lien	04/05/2001	Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	Lien

Liste indicative des affaires à examiner lors de la 1377^{ème}(bis) réunion (1-3 septembre 2020)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION
-----------------------------	---	--	-------------------------------	---------------------------	-----------------------------